



International des services publics [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org) mai 2007

## Dates importantes en mai/juin

**21-23 mai** Groupe de travail de l'ISP sur les services de santé, Genève

**24 mai** Dernier délai pour recevoir des affiliés les propositions d'amendement aux résolutions

**29 mai-14 juin** Conférence internationale du Travail

À confirmer - Réunion intermédiaire des Fédérations syndicales internationales (une journée pendant la conférence de l'OIT)

**1<sup>er</sup> juin** Date limite de retour des formulaires de participation pour les participants-e-s ne demandant pas de parrainage.

**4-6 juin** Forum régional interaméricain des jeunes, Bogota, Colombie

**14-15 juin** Commission du Règlement (4<sup>e</sup> réunion) pour examiner les amendements proposés, mettre au point le programme et le Règlement du Congrès.

---

## Site Internet du Congrès de l'ISP en ligne !



À l'occasion du 28<sup>e</sup> Congrès mondial de l'ISP, qui se tiendra à Vienne du 24 au 28 septembre 2007, l'ISP a créé un site web spécialement consacré à cet événement: [www.psi100.org](http://www.psi100.org). Le Congrès marquera le centenaire de l'ISP, qui fut fondée en 1907. Le site web contient tout ce que vous avez besoin de savoir sur le Congrès et le centenaire de l'ISP, notamment le programme du Congrès et les documents qui s'y rapportent, ainsi que des informations pratiques sur Vienne. Visitez-le dès maintenant et signez le Livre d'or du Centenaire, ou obtenez tous les renseignements sur les procédures de vote lors du Congrès. Faites-nous part de vos commentaires sur le site, à l'aide du formulaire prévu à cet effet sur la page « Contactez-nous » ou par e-mail à l'adresse [psi100@world-psi.org](mailto:psi100@world-psi.org). Consultez nos archives et envoyez-nous des récits, photos ou vidéos montrant comment votre syndicat commémore les 100 ans de l'ISP. Le site est déjà disponible en anglais et sera publié prochainement en français, allemand, japonais, espagnol, suédois et russe.

## Le Conseil exécutif de l'ISP se prépare pour le Congrès



Lors de sa réunion du 9 et 10 mai, les débats du Conseil exécutif de l'ISP ont eu pour thème principal le Congrès à venir. Le Conseil a examiné les résolutions du Congrès et les propositions concernant les ateliers organisés par certains affiliés, reçues au nombre de 20. Les deux candidats à la fonction de Secrétaire général, Keith Sonnet d'UNISON, Royaume-Uni, et Peter Waldorff de HK/Stat, Danemark, se sont présentés pendant la réunion, et davantage d'informations sur les candidats seront communiquées prochainement. Le Conseil s'est entendu sur le fait que le processus de fusion européenne (ISP-FSESP) nécessite plus de réflexion et de débat, aussi ont-ils décidé qu'une

résolution d'urgence serait soumise lors de la réunion précédant le Congrès. Les participant-e-s ont discuté de la situation des droits syndicaux en Corée, aux Philippines, en Australie, au Zimbabwe, en Guinée, au Tchad, en Colombie et au Venezuela, et se sont mis d'accord sur des mesures de solidarité. Nora Wintour, Secrétaire générale adjointe, a informé le Conseil exécutif de la proposition sur cinq ans concernant la recherche de fonds externes aux États-Unis et au

Royaume-Uni en faveur du programme et des initiatives pour des services publics de qualité. Hans Engelberts a présenté le plan de financement pour 2008-2012 ainsi que le projet d'évaluation organisationnelle, qui seront mis en œuvre en 2008, et ont tous deux été approuvés et adoptés par le Conseil exécutif.

## Corée: une surveillance toujours nécessaire



Le 23 avril, une délégation de la CSC a rencontré le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE (ELSAC) pour une consultation dont le thème principal était de déterminer si la surveillance spéciale de l'OCDE concernant la promesse de la Corée de mettre sa législation du travail et ses pratiques en conformité avec les règles internationales devait se poursuivre. Bien qu'il y ait eu une évolution positive dans ce domaine, le gouvernement n'a toujours pas accordé la totalité des droits syndicaux aux travailleurs/euses du secteur public. Il combat encore les activités du Syndicat des

fonctionnaires coréens et réprime activement et arrête ou emprisonne les syndicalistes menant des activités considérées comme normales dans les autres pays de l'OCDE. Le gouvernement coréen a présenté des éléments à l'OCDE et à l'OIT, déclarant qu'il a résolu presque toutes les questions qui avaient été soulevées (les autres points devant être réglés selon un planning prévu) et que, par conséquent, le pays ne devrait désormais plus faire l'objet de surveillance. Le BIAC (l'entité représentant les employeurs) soutient cette position avec force. La CSC et les syndicats KCTU et KGEU ont présenté des données contradictoires pour montrer que les problèmes sont loin d'être résolus, en faisant valoir que le gouvernement coréen ne réagit que lorsqu'il fait l'objet d'une surveillance internationale. L'ISP a participé à la réunion préparatoire de la CSC qui visait à faire le point sur la position syndicale sur cette question. Il est probable que la réunion du Conseil de l'OCDE en juin prenne bonne note des recommandations de l'ELSAC à propos de la question de la surveillance. Il serait bon que les affiliés de l'ISP dans les pays de l'OCDE fassent pression sur leurs représentants gouvernementaux à l'OCDE au sujet de ce dossier. Nous avons préparé une lettre que vous pouvez utiliser si vous le souhaitez et à laquelle vous pouvez accéder en cliquant sur le lien ci-dessous.

- [Lettre aux représentants de l'OCDE](#)

## Plan d'action sur 10 ans en faveur de la santé des travailleurs/euses



L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a adopté un plan d'action sur dix ans en faveur de la santé des travailleurs/euses. Une coalition de syndicats et d'organisations internationales dédiées à la santé publique et la santé au travail ont participé à la préparation de ce plan, y compris l'ISP. Celui-ci comprend des dispositions destinées à combattre le cancer professionnel, à entreprendre une campagne en vue d'éliminer les maladies liées à l'amiante et à renforcer les mesures d'application. Le plan appelle aussi les travailleurs/euses, les syndicats, les professionnels de la santé et les autres acteurs concernés à s'engager pour sa réalisation, en prêtant une attention particulière aux besoins des personnels de santé qui participent à la fourniture de services et à la nécessité de donner accès à ces services à tous les travailleurs/euses du monde. Ce plan d'action mondial est disponible en arabe, chinois, anglais, français, espagnol et russe. Pour la version française, cliquez ici: [http://www.who.int/gb/ebwha/pdf\\_files/EB120/B120\\_28Rev1-fr.pdf](http://www.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB120/B120_28Rev1-fr.pdf)

## Naissance d'un mégasyndicat



Le plus grand syndicat de Grande-Bretagne a vu le jour le 1<sup>er</sup> mai. *Unite - the union* est un syndicat fort de deux millions de membres, résultant de la fusion entre deux affiliés de l'ISP: les syndicats Amicus et Transport and General Workers' Union. Unite sera donc le syndicat le plus important

de Grande-Bretagne, représentant des travailleurs/euses du secteur public et privé, notamment des autorités locales, du service national de santé (NHS), ainsi que des secteurs du commerce, des transports, de l'industrie manufacturière, de l'aviation, de l'agro-alimentaire, de la construction et des services. Derk Simpson et Tony Woodley ont été désignés co-Sécrétaires généraux du nouveau syndicat, qui sera pleinement opérationnel en novembre 2008. L'élection du premier Secrétaire général du syndicat fusionné aura lieu fin 2010. Voir sur <http://www.amicustheunion.org/Default.aspx?page=3647>

## Développement durable: éviter la catastrophe mondiale



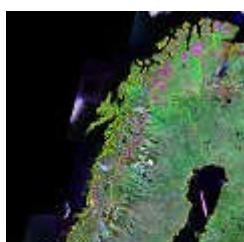
Des syndicats coréens, autrichiens, néerlandais, canadiens et danois affiliés à l'ISP se sont joints aux délégués de la CSI pour la quinzième session de la Commission des Nations Unies pour le développement durable (CSD 15) du 15 au 18 avril, chargée d'établir des politiques régionales et mondiales en matière d'énergie, de développement industriel, de pollution atmosphérique et de changement climatique. Les discussions portant sur ces quatre dossiers complexes ont monopolisé l'attention des délégués des quelque 190 gouvernements représentés en vue de négocier les futures politiques à appliquer en la matière. Les représentants de la communauté scientifique se sont accordés à dire qu'afin d'éviter une catastrophe mondiale, nous ne pouvons pas laisser la température mondiale augmenter de plus de deux degrés Celsius. Cela signifie qu'il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50% à l'horizon 2050. Pour atteindre cet objectif, les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2020 et de 60 à 80% d'ici à 2030. Si nous voulons éviter une catastrophe planétaire, tous les pays doivent rapidement revoir leurs modes de production et de consommation. Bon nombre de ces changements vont avoir des conséquences sur le monde du travail, ce qui signifie que de nombreux travailleurs/euses vont perdre leur travail, mais aussi que de nombreux autres postes vont être créés. Ces changements doivent se faire dans le respect des droits du travail, dans des conditions définies comme étant celles d'une Transition Juste. Les gouvernements nationaux doivent reconnaître que le lieu de travail constitue une plateforme d'action essentielle pour tous ces thèmes, grâce à des initiatives conjointes entre employé-e-s et employeurs.

## Des syndicats signent un accord à Bogota



L'ISP se félicite de la décision de la municipalité de Bogota en Colombie de signer un accord avec un certain nombre de syndicats du secteur public. L'accord concerne les travailleurs/euses temporaires et sous contrat, ainsi que les employé-e-s permanents. Il comprend une révision de la classification des postes et des augmentations de salaire qui prennent effet rétrospectivement dès janvier 2007. Il offre des garanties complètes en matière de congés rémunérés pour les responsables syndicaux et reconnaît le droit de tenir des réunions syndicales sur le lieu de travail. En qualité de Secrétaire général de la CUT, Carlos Rodriguez Diaz a déclaré que «cet accord contraste fortement avec l'attitude antisyndicale du gouvernement national et du ministère de la Protection sociale». Pour plus d'informations sur ce sujet, y compris pour lire le texte de l'accord en espagnol, rendez-vous sur [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org).

## La méthode norvégienne



La situation a évolué dans le bon sens en Norvège ces dernières années. De nouvelles alliances non traditionnelles ont vu le jour, de nouvelles méthodes de travail ont été développées, et des victoires importantes ont été gagnées. En 2005, le gouvernement néo-libéral de droite a été remplacé par un gouvernement de centre-gauche, auquel participent le Parti travailliste, le Parti centriste, et le Parti socialiste de gauche. La plateforme politique de cette coalition est probablement la plus progressiste d'Europe à l'heure actuelle. Asbjørn Wahl, le responsable

national de la Campagne pour l'état providence, a écrit un article décrivant «la méthode norvégienne», lequel permet de mieux comprendre ce qui s'est déroulé, ce qui a été accompli et ce que nous pouvons apprendre des expériences concrètes, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. L'article est disponible en anglais sur [www.world-psi.org/NorwegianMethod](http://www.world-psi.org/NorwegianMethod). Il sera publié prochainement en norvégien et en suédois. Si vous souhaitez plus d'informations à ce propos, merci de contacter [Asbjorn.Wahl@velferdsstaten.no](mailto:Asbjorn.Wahl@velferdsstaten.no).

## Les pays asiatiques prennent des mesures pour créer une alternative au FMI



Les ministres des Finances de treize pays d'Asie de l'Est et du Sud-est, rassemblés lors d'une réunion de la BAD à Kyoto début mai, se sont mis d'accord pendant une réunion parallèle pour élargir l'initiative de Chiang Mai de 2000 en vue d'une mise en commun officielle de leurs réserves en devises. Ces pays cherchent à créer une alternative au FMI pour faire face aux problèmes temporaires de balance des paiements auxquels ils sont confrontés depuis la crise financière de 1997, lorsque le FMI refusa de leur apporter son soutien à moins qu'ils n'acceptent d'adopter des politiques d'austérité et d'ajustement structurel ayant un coût social élevé. Cliquez ici pour lire l'intégralité de l'article.

[http://in.today.reuters.com/News/newsArticle.aspx?type=businessNews&storyID=2007-05-05T172918Z\\_01\\_NOOTR\\_RTRJONC\\_0\\_India-296855-2.xml](http://in.today.reuters.com/News/newsArticle.aspx?type=businessNews&storyID=2007-05-05T172918Z_01_NOOTR_RTRJONC_0_India-296855-2.xml)

## Les syndicats nord-américains rejettent l'Accord de libre échange USA-Colombie



Au cours d'une récente manifestation dans les rues de Washington DC, pendant la visite du président colombien Alvaro Uribe, Debbie Schneider, de l'IUES et représentant la fédération Change to Win, a prononcé un discours émouvant pour protester contre la situation syndicale en Colombie, et surtout contre l'Accord de libre échange entre la Colombie et les états-Unis. Voir sur <http://www.changetowin.org/for-the-media/press-releases-and-statements/statement-of-debbie-schneider.html>.

## Les employées de la cantine gagnent la bataille de l'équité salariale



La Chambre des Lords au Royaume-Uni a tranché en faveur d'un groupe de 36 employées de cantine scolaire qui déclaraient avoir été victimes de harcèlement après avoir porté plainte contre l'autorité municipale locale pour discrimination salariale, avec le soutien de GMB, affilié de l'ISP.

Ces femmes, ainsi que 473 autres, ont demandé en 1998 à avoir une rémunération égale à celle des balayeurs de rue. La plupart ont accepté un règlement avec la municipalité,

mais parmi elles, 36 ont porté l'affaire devant les Prud'hommes et ont obtenu gain de cause. Le tribunal leur a accordé 560 000 £ en réparation. Par la suite, un employé municipal a écrit aux femmes leur disant que leurs plaintes allaient avoir des «conséquences graves sur tout le personnel», et qu'elles risquaient même de priver des enfants de leur repas. La Chambre des Lords a déclaré qu'il s'agissait d'un cas classique, «de rejet de la faute sur les victimes». Un tribunal va maintenant évaluer l'indemnisation due aux employées, qui pourrait s'élever à 10 000 £ par personne. Pour plus de détails, rendez-vous sur <http://www.gmb.org.uk/Templates/PressItems.asp?NodeID=95395>.

## **Les travailleurs/euses migrants peuvent joindre le syndicat en ligne**

Le syndicat norvégien Fellesforbundet a mis à disposition un service web qui permet aux migrants d'entrer en contact avec le syndicat par Internet, et ce dans leur propre langue. Ce site web fournit aussi des informations sur les salaires et les conditions de travail en Norvège, ainsi que les textes de conventions collectives de certaines branches. Fellesforbundet, le plus important syndicat des employé-e-s du secteur privé en Norvège, regroupe 150 000 membres. Les renseignements destinés aux travailleurs/euses migrants sont disponibles pour les ressortissants russes, polonais, lituaniens, lettons, estoniens et britanniques. Voir sur [www.fellesforbundet.no](http://www.fellesforbundet.no)

## **Intégrité dans les marchés publics**



L'OCDE a récemment publié un ouvrage nommé «*L'intégrité dans les marchés publics: les bonnes pratiques de A à Z*». Cette publication expose les pratiques à suivre en vue de favoriser l'intégrité à toutes les étapes de la passation des marchés publics, de l'évaluation des besoins à la gestion du contrat, et traite tant des pays de l'OCDE que des pays non membres. De toutes les activités gouvernementales, la passation des marchés publics est l'activité la plus exposée au risque de corruption.

Dans les pays de l'OCDE, la corruption à laquelle se livrent les entreprises internationales est plus répandue dans le domaine des marchés publics que dans le domaine des services d'utilité collective, de la fiscalité ou du secteur judiciaire. Comme la passation de marché publics est une activité économique importante des pouvoirs publics - estimée à environ 15% du PIB - la corruption dans ce domaine a une forte incidence sur la manière dont l'argent des contribuables est dépensé. Cette publication propose des observations pratiques sur l'évolution du secteur des marchés publics pour s'adapter à la demande croissante d'intégrité, s'inspirant de l'expérience des professionnels et des spécialistes de la révision d'entreprise, de la concurrence et de la lutte contre la corruption. La publication intègre aussi de nombreux «éléments de bonnes pratiques» appliqués dans les pays de l'OCDE mais aussi au Brésil, au Chili, à Dubaï, en Inde, au Pakistan, en Roumanie, en Slovénie et en Afrique du Sud. Voir [www.oecd.org/gov/ethics/procurement](http://www.oecd.org/gov/ethics/procurement)

## **Blog sur le sommet du G8**

Le sommet annuel du G8 se tiendra cette année à Heiligendamm, en Allemagne, les 6 et 7 juin.

«**Un blog sur le G8: la route vers Heiligendamm** » a été créé par World Economy & Development in Brief, en co-opération avec la Fondation Heinrich Böll. Ce blog, une mine d'informations et de ressources à propos de ce sommet, présente des réflexions et des contributions de divers auteurs. Voir sur <http://www.blogging-g8.blogspot.com/>.

---

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: [communications@world-psi.org](mailto:communications@world-psi.org).

---



International des Services Publics  
[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)   [communications@world-psi.org](mailto:communications@world-psi.org)